

Sommaire

Remerciements	3
Index des sigles et acronymes	5
Avant-propos	9
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIAL	25
A. Cadre politique et administratif	29
1. Présentation générale du Canada	29
2. Une monarchie constitutionnelle, un État fédéral	30
a. Une démocratie parlementaire de type britannique	30
b. Partage des compétences entre gouvernement fédéral, provinces et territoires	31
B. Environnement géopolitique	32
1. Relations internationales	32
2. L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA)	34
C. Situation économique et financière	35
1. La fin d'un « boom » de croissance ?	36
2. Une gestion des finances publiques exemplaire	38
3. Des réformes structurelles nécessaires pour pérenniser la croissance	39
a. Des incertitudes liées à la dépendance vis-à-vis des États-Unis... ..	40
b. Un déséquilibre sectoriel et régional.....	40
c. Et un déficit de productivité	42

SOMMAIRE

D. Analyse des risques politiques, économiques et sociaux	43
E. Les investissements étrangers	44
1. Les IDE au Canada	44
2. Les investissements canadiens à l'étranger	46
F. Réforme de la concurrence et des investissements étrangers	47
G. Les secteurs porteurs	48
■ Témoignages	52
■ <i>Antoine CARRE, Président fondateur du groupe Bug-Tracker et Paquito HERNANDEZ, Vice-président Opérations et responsable du lancement de la filiale québécoise de Bug-Tracker (www.bug-tracker.ca)</i>	52
■ <i>Éric BUITENHUIS, Regional Vice-president Novotel, Accor North America (www.accor-na.com)</i>	53

CADRE JURIDIQUE DE L'INVESTISSEMENT 55

A. Normes nationales et engagements internationaux en matière d'investissements étrangers	59
1. Au niveau national	59
a. L'Accord sur le commerce intérieur	59
b. <i>The British-Columbia - Alberta Trade, Investment, and Labour Mobility Agreement (« TILMA »)</i>	61
2. Adhésion aux conventions internationales	62
a. Adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	62
b. Accords de libre-échange	62
c. Conventions multilatérales et bilatérales relatives aux investissements	63
B. Textes et administrations compétentes en matière d'investissement	63
1. Le droit des investissements	63
a. La procédure d'avis	64
b. La procédure d'examen	65
2. Lois sectorielles liées à l'investissement	67
a. Secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion	67
b. Secteur des transports	68
c. Secteur financier	68
d. Production d'uranium	68
3. Procédure d'acquisition de biens fonciers	69

4. Rôle des différents intervenants susceptibles d'assister l'investisseur français	69
a. Information	69
b. Conseils	70
C. Les régimes d'incitation	70
1. Le programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (« RS&DE »)	70
2. Le programme d'aide à la recherche industrielle (PARI)	71
3. Le programme de subventions de recherche et développement coopérative (RDC)	72
4. Les incitations régionales et provinciales	72
a. Québec	72
b. Ontario	74
c. Colombie-Britannique	75
d. Alberta	76
5. Les incitations sectorielles	76
a. L'aérospatiale	77
b. Les biotechnologies	77
D. Textes et rôle des autorités nationales en matière de droit de la concurrence	78
1. La loi et son application	78
2. Actes criminels	78
3. Affaires civiles susceptibles d'examen	79
a. Principes	79
b. Examen des fusions	80
4. Modifications éventuelles à la loi sur la concurrence	82
5. Accords de coopérations internationaux	82
E. Marchés publics, concessions, partenariats public-privé	83
1. Marchés publics	83
a. Accord sur les marchés publics de l'OMC	83
b. Dispositions de l'ALENA relatives aux marchés publics	83
c. Accord sur le commerce intérieur	83
d. L'accès aux marchés publics fédéraux	84
2. Partenariats public-privé (« PPP »)	84
F. Prévention et règlement des différends	85
1. Le système judiciaire canadien	85

SOMMAIRE

2. Mécanismes de règlement extrajudiciaire des différends	86
a. La médiation	87
b. L'arbitrage	87
3. Responsabilité du fait du produit et recours collectifs	87
G. Contacts utiles	89
1. Organismes canadiens de promotion de l'investissement	89
2. Organismes français de conseil à l'implantation	89
■ Témoignages	90
■ <i>Maître Jean CARRIER, Avocat, Associé au cabinet Stikeman Elliott, Stikeman Elliott SENCLR</i> (www.stikeman.com)	90
■ <i>M. Sandeep MATHUR, Directeur adjoint du marketing, Invest In Canada</i> (www.investincanada.gc.ca)	91
■ <i>M. Xavier UNKOVIC, Président directeur général de Royal Canin Canada, Conseiller du commerce extérieur de la France au Canada</i> (www.royalcanin.ca)	92
■ <i>M. J. Mark LIEVONEN, Président, Sanofi Pasteur Limited</i> (www.sanofipasteur.ca)	92
■ <i>Maître Taras KULISH, Avocat, associé au cabinet Steinberg Morton Hope & Israel LLP Steinberg Morton Hope & Israel LLP</i> (www.smhilaw.com)	93

QUELLE STRUCTURE POUR QUEL PROJET :

LES FORMES D'IMPLANTATION

95

A. Les formes de présence commerciale	97
1. Contrats d'agence et de distribution	97
2. Contrats de franchise et de licence	98
B. Les différentes implantations possibles	98
1. Le bureau de représentation	98
2. La succursale ou <i>branch</i>	99
C. Les différentes formes de sociétés	99
1. L'entreprise individuelle ou <i>sole proprietorship</i>	100
a. Création de l'entreprise individuelle	100
b. La transformation ou la dissolution de l'entreprise personnelle	101
2. La société de personnes ou <i>partnership</i>	101
a. Création de la société de personnes	102
b. Transformation et dissolution de la société de personnes	103
3. La société par actions ou <i>corporation</i> ou compagnie	104
a. Constitution de la société par actions	105
b. Fonctionnement de la société par actions	107

c. Transformation de la société par actions	108
d. Dissolution et liquidation de la société par actions.....	109
D. Autres formes d'implantation	110
1. Création d'une co-entreprise ou <i>Joint Venture</i>	110
2. Acquisition d'une structure locale existante	111
a. Achat d'actions	111
b. Acquisition par voie d'achat d'actifs de la société concernée	112
c. Fusion et acquisition d'une entreprise canadienne	113
■ Témoignages	115
■ <i>Loïc STEINBACH, Directeur général de Vitry Canada</i> (www.vitry.com).....	115
■ <i>Maître François BOSCHER, Avocat, cabinet François Boscher</i> <i>(Mél : boscher@qc.aira.com)</i>	116
■ <i>Maître François Xavier SIMARD Jr., Avocat, Directeur du département</i> <i>des affaires internationales du Cabinet Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté,</i> <i>St-Pierre (Pannone Law Groupe)</i> (www.jolicoeurlacasse.com)	120

FINANCEMENT ET GESTION DE LA SOCIÉTÉ **123**

A. Financement	125
1. Soutiens français à l'internationalisation.....	125
a. Aides à la prospection	125
b. Aides au recrutement.....	126
c. Aides au financement	129
2. Soutiens locaux	129
a. Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC)	129
b. BDC Financement	130
c. Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA)	130
d. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (DEO)	131
e. Programme de développement des collectivités de l'Ontario	131
f. Programme de développement des collectivités du Québec	131
3. Système bancaire et financier local	132
a. Le secteur bancaire.....	132
b. Les autres acteurs du système financier.....	134
4. Offre des banques et institutions financières locales	135
a. Le compte courant et la carte de crédit	135
b. L'emprunt.....	136
B. Convertibilité et contrôle des changes	137
C. Modes et moyens de paiement.....	138

SOMMAIRE

D. Environnement comptable	139
1. La profession comptable au Canada	139
2. L'exercice de la profession comptable	140
a. Le rôle de l'Ordre des comptables agréés du Québec.....	140
b. Les cabinets comptables.....	141
c. Les services offerts par les cabinets comptables	141
d. Les honoraires d'un comptable agréé	142
e. L'assurance responsabilité professionnelle.....	143
f. Les recours	143
3. Les normes comptables	144
a. Le passage aux normes internationales d'information financière (IFRS)	144
b. Les sociétés fermées et les PME.....	144
E. Liens Internet utiles	144
■ Témoignages	145
■ <i>Sébastien PRIEUR, Directeur de comptes, Services financiers aux entreprises, HSBC Canada (www.hsbc.ca)</i>	145
■ <i>Xavier KATO, Directeur d'investissements et responsable du bureau de Montréal d'ACE Management, investisseur spécialisé dans les secteurs technologique et aéronautique, et première société de capital risque française à ouvrir un bureau au Canada (ACE Manag)</i>	146

LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES ET DES PERSONNES PHYSIQUES 149

A. Relations fiscales entre la France et le Canada	151
1. La convention fiscale conclue entre la France et le Canada.....	151
a. Les critères de résidence	151
b. L'imposition des différents revenus	153
2. Présentation de l'administration fiscale canadienne	156
B. Fiscalité directe des sociétés : imposition locale des revenus	157
1. Impôt sur le revenu des sociétés	158
a. Définition du revenu imposable	159
b. Calcul de l'impôt	161
c. Paiement de l'impôt.....	163
2. La taxe sur le capital.....	164
3. Les taxes foncières.....	164

4. Le régime fiscal des prix de transfert.....	164
a. La fixation des prix de transfert	165
b. Le règlement des différends	167
C. La fiscalité des personnes physiques.....	167
1. Le revenu imposable.....	168
a. Principe de non-double imposition	168
b. Composition du revenu imposable	169
2. Calcul de l'impôt	170
a. Au niveau fédéral	170
b. Au niveau provincial ou territorial	171
3. Paiement de l'impôt	171
D. La fiscalité indirecte	172
1. La TPS et les taxes de vente provinciales.....	172
a. La taxe sur les produits et les services (TPS).....	172
b. Les taxes de vente provinciales (TVP)	173
2. Les taxes d'accises.....	175
■ Témoignage.....	176
■ <i>Marie-Christine MEYER, Avocat-fiscaliste, cabinet Lette Cabinet Lette</i> (www.lette.com).....	176

LE DROIT SOCIAL ET LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 179

A. Le droit du travail.....	181
1. Les sources du droit du travail.....	182
a. Les sources internationales.....	182
b. Les sources internes.....	182
2. Le contrat de travail : nature et durée des contrats de travail	184
a. La conclusion du contrat de travail	184
b. Les obligations créées par le contrat de travail.....	184
c. La rupture du contrat de travail	185
d. Obligations des parties à la cessation du contrat de travail.....	188
3. La durée du travail	189
a. Durées légale et maximale de travail	190
b. Les différentes formes de congés	191
4. La gestion des relations sociales.....	194
a. Les représentants des salariés.....	195
b. Les relations collectives au sein de l'entreprise	196

SOMMAIRE

B. Coûts salariaux et charges sociales	197
1. Le salaire minimum	197
2. Charges sociales	197
a. Charges sociales prélevées dans toutes les provinces	198
b. Charges sociales spécifiques à la province du Québec	199
C. Gestion des expatriés	200
1. Visa de résident temporaire	201
2. Les visiteurs d'affaires	201
3. Permis de travail temporaire	202
a. Demande d'opinion sur le marché du travail	202
b. Dispenses de confirmation basées sur les intérêts canadiens	203
c. Dispenses basées sur les accords internationaux signés par le Canada	204
4. Les mutations intra-entreprise	204
5. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS)	205
6. L'ALENA	205
a. Les professionnels	205
b. Les négociants et investisseurs	206
7. Autres exemptions en vertu de programmes spéciaux	206
8. Immigration	206
a. Les travailleurs qualifiés (fédéral)	207
b. Les candidats provinciaux	207
c. Travailleurs qualifiés sélectionnés par le Québec	207
d. Regroupement familial	208
e. Les gens d'affaires	208
9. Protection sociale spécifique aux salariés français à l'étranger	209
a. La convention de sécurité sociale entre la France et le Canada	210
b. L'entente sur la sécurité sociale entre la France et le Québec	211
■ Témoignages	212
■ <i>Maître Alain BOND, Avocat conseiller en relations industrielles agréé, Associé au cabinet Miller Thomson Pouliot SENCRL (www.millerthomson.com)</i>	212
■ <i>Christian STEPHAN, Président, Courense Bakery Inc, Conseiller du commerce extérieur de la France au Canada Christian Stephan (Courense Bakery Inc, Mél : cstephan@courense.com)</i>	214

LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 217

A. Les sources internationales et nationales en matière de propriété intellectuelle	219
1. Conventions internationales	219
2. Lois nationales	220

B. Protection des droits de propriété intellectuelle	220
1. Les marques de commerce	220
a. Principe	220
b. Le choix de la marque	221
2. Les brevets	221
3. Les droits d'auteur	222
4. Les dessins industriels	223
5. Les topographies de circuits intégrés	223
6. Protection des obtentions végétales	224
C. Atteintes aux droits de propriété intellectuelle	224
1. La contrefaçon	224
2. Sanctions et répression de la contrefaçon	225

L'EXPÉRIENCE DE LA MISSION ÉCONOMIQUE **227**

A. Bien préparer votre approche	229
1. Créer son entreprise au Canada : quelques conseils de base	230
2. Où s'implanter ?	230
B. Spécificités locales et pratique des affaires	230
1. Un pays, plusieurs marchés	230
a. Une influence et des points communs avec les États-Unis.....	231
b. ...mais des spécificités qui imposent d'aborder le marché canadien de façon différente	232
c. La spécificité relative du Québec	232
3. Un élément primordial, le <i>marketing</i> ou comment bien « accompagner » votre produit	233
4. L'importance du réseautage	234

COÛTS D'APPROCHE ET D'IMPLANTATION **235**

A. Frais d'enregistrement des sociétés	237
B. Frais de dépôt de marques	238
C. Frais d'avocat	238
D. Frais de financement	238
E. Coûts de location d'un bureau	238

CONTACTS **241**

- A. Le réseau français d'appui au développement international**.....243
 - 1. Structures d'appui en France243
 - 2. Structures d'appui au Canada244
 - a. Le Service et les Missions économiques au Canada 244
 - b. Les acteurs français du commerce extérieur au Canada 244

- B. Les administrations canadiennes**.....245
 - 1. Administrations fédérales.....245
 - a. Portails Internet généraux 245
 - b. Ministères et organismes gouvernementaux..... 245
 - 2. Administrations provinciales.....247
 - a. Portail Internet des gouvernements provinciaux 247
 - b. Colombie-Britannique 248
 - c. Alberta 248
 - d. Ontario 249
 - e. Québec 249
 - 3. Services officiels canadiens en France250

- C. Cabinets d'avocats**250
 - 1. Colombie-Britannique250
 - 2. Alberta251
 - 3. Ontario251
 - 4. Québec.....252

- D. Banques**254
 - 1. Les principales banques locales (sièges sociaux)254
 - 2. Les banques françaises implantées au Canada254

- E. Associations professionnelles**255

b. Conseils

Il est utile de s'adresser aux Missions économiques dans un premier temps.

L'implantation au Canada nécessite par ailleurs l'assistance de trois catégories de professionnels :

- Un **avocat** : avoir un avocat en Amérique du Nord est absolument indispensable. Dès son arrivée au Canada, l'investisseur devra trouver un avocat, qui jouera principalement un rôle de conseil. Il pourra notamment l'assister dans la constitution de sa société. L'Association du Barreau canadien (www.cba.org/ABC) constitue à cet égard une plate-forme de recherche utile. Il existe par ailleurs des cabinets spécialisés dans les relations d'affaires France-Canada, dont les coordonnées pourront être communiquées par les Missions économiques.
- Un **expert-comptable** : les experts comptables proposent une large gamme de services, utiles tant au démarrage de la société que dans ses activités ultérieures.
- Une **banque** : les filiales des banques françaises implantées au Canada ne sont pas présentes sur le marché de la banque de détail. L'investisseur français devra donc se tourner vers les banques canadiennes pour obtenir des solutions de financement de son projet d'implantation. La filiale canadienne de HSBC a également axé une partie de son offre sur les services aux PME étrangères souhaitant s'établir sur le territoire canadien. HSBC Canada compte actuellement quelque 250 clients français implantés au Canada.

Se référer en fin de chapitre au témoignage de Xavier UNKOVIC, Président directeur général de Royal Canin Canada, ainsi qu'au chapitre « Contacts », en fin d'ouvrage.

C. Les régimes d'incitation

1. Le programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (« RS&DE »)

Le programme de RS&DE est administré par l'Agence du revenu du Canada. Il est régi par les articles 37, 127, 127.1, 164 et 248 de la *loi de l'impôt sur le revenu*, ainsi que par les articles 2900, 2902 et 2903 du *Règlement de l'impôt sur le revenu*. Le gouvernement canadien accorde chaque année plusieurs milliards de dollars de crédits d'impôt liés à la RS&DE. Ce programme permet aux sociétés canadiennes d'obtenir des remboursements en espèces et/ou sous forme de crédits d'impôt au titre des dépenses engagées pour des activités admissibles de R&D effectuées au Canada. Les travaux de recherche admissibles constituent des travaux de recherche pure ou appliquée, ou encore des travaux de développement expérimental, c'est-à-dire avec l'objectif de réaliser un progrès technologique qui se traduira par la

création de nouveaux matériaux, procédés et produits, ou par leur amélioration. Les travaux de soutien, tels que les travaux d'ingénierie, de programmation informatique ou de recherche psychologique, sont également admissibles. Le remboursement n'est autorisé que pour les travaux exécutés par la société elle-même, ou pour son compte, au Canada.

Une fois les activités de recherche déclarées admissibles, l'entreprise pourra :

- ▲ déduire les dépenses courantes et en capital relatives aux travaux de RS&DE de ses impôts de l'année en cours et des années suivantes ; ou
- ▲ obtenir des crédits d'impôt à l'investissement, pouvant prendre la forme de remboursements en espèces ou de réductions d'impôts (ou les deux). Les dépenses admissibles couvrent les dépenses de salaires, matériaux, machineries, équipements, certains frais généraux et les contrats de R&D.

Le taux des crédits d'impôt à l'investissement et le pourcentage remboursable diffèrent selon le type de société exploitée. Si l'entreprise admissible est une société privée sous contrôle canadien (SPCC), elle disposera alors d'un crédit d'impôt à l'investissement (CII) remboursable à concurrence de 35 % des dépenses de RS&DE admissibles n'excédant pas 2 millions de CAD, et de 20 % pour les dépenses excédant 2 millions de CAD. En revanche, si l'entreprise n'est pas une SPCC, alors elle disposera d'un CII non remboursable de 20 % des dépenses admissibles. Enfin, si l'entreprise est une entreprise individuelle, ou une société de personnes ou une fiducie, elle pourra bénéficier d'un CII remboursable égal à 20 % des dépenses admissibles.

L'aide fiscale accordée par le biais de ce programme a atteint 4 milliards de CAD en 2007. Le budget 2008 prévoit de relever le plafond des dépenses des SPCC admissibles au crédit d'impôt de 2 à 3 millions de CAD. Cette réforme permettra donc d'augmenter le crédit d'impôt à l'investissement d'une SPCC admissible à un montant maximum de 1 050 000 CAD.

2. Le programme d'aide à la recherche industrielle (PARI)

Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) offre une aide financière aux PME canadiennes (moins de 500 employés) dans le cadre du Programme d'aide à la recherche industrielle. PARI vise à soutenir la capacité d'innovation des PME et à les aider à relever les défis technologiques actuels. Il offre des aides non remboursables aux entreprises à forte tendance technologique. Le programme peut également contribuer à hauteur de la moitié des frais engagés de « recherche et développement de projets techniques ». L'objectif est donc d'encourager les entreprises à forte valeur ajoutée. Le CNRC dispose, pour administrer ce programme, d'un réseau de sept bureaux régionaux répartis sur l'ensemble du territoire canadien. Oseo-Anvar (www.oseo.fr) est l'un des partenaires internationaux du PARI-CNRC (www.nrc-cnrc.gc.ca). PARI-CNRC a signé en 2008 un protocole d'entente avec Oseo, visant à encourager les partenariats technologiques entre les entreprises françaises et canadiennes.

Enfin, il pourrait être plus avantageux pour une société française de constituer une filiale au Canada si elle veut y exercer des activités commerciales parce que, d'une part, cela lui permet de minimiser son risque d'affaires et, d'autre part, la constitution d'une société au Canada ne comporte pas de coûts importants et n'implique pas une démarche administrative aussi lourde qu'en France.

2. La succursale ou *branch*

Une succursale constitue une forme d'implantation plus durable. Elle reste dépendante du siège social de la société française et ne dispose pas de la personnalité juridique. Cependant, pour ouvrir une succursale, une société étrangère doit obtenir un permis commercial ou s'enregistrer dans la province où elle a l'intention d'exercer son activité. À la différence du bureau de représentation, la succursale doit tenir une comptabilité propre et, si elle constitue un établissement stable (ce qui sera vraisemblablement le cas), elle sera imposable au Canada sur ses bénéfices d'origine canadienne. L'avantage d'une telle structure est que les pertes encourues par la succursale sont directement déductibles du bénéfice imposable de la société mère en France. En revanche, la société mère française reste responsable pour le remboursement des dettes pesant sur la succursale.

C. Les différentes formes de sociétés

Une société étrangère peut s'établir au Canada en créant une personne morale distincte, ou filiale, sous le régime d'une loi fédérale ou d'une loi provinciale régissant les sociétés. Aucune des structures juridiques mentionnées ci-après n'exige un capital minimum de départ.

Le gouvernement fédéral canadien et les gouvernements provinciaux ont mis en place un guichet unique, Registrex (www.registrex.net/index.htm), pour l'immatriculation et la déclaration des sociétés. L'objectif est de simplifier les formalités administratives des entrepreneurs pour l'enregistrement de leur société, la notification des changements de structure et la présentation du rapport annuel lorsque celui-ci est requis.

Par ailleurs, un projet (projet PerLE) est progressivement mis en place afin de simplifier l'accès des entrepreneurs à l'information sur les permis et licences dont ils ont besoin pour établir et exploiter leur entreprise. Ce programme, qui associe les autorités fédérales, provinciales et municipales, vise à réduire la charge administrative pesant sur les entreprises. Pour plus d'information : www.perle-bizpal.ca.

Plusieurs sites Internet fournissent des informations utiles au démarrage d'une entreprise :

- ▲ *Entreprise Canada* (système d'aide au démarrage d'entreprise) : <http://sade.entreprisescanada.ca/gol/bsa/site.nsf/fr/index.html> ;
- ▲ *Small Business British-Columbia* : www.smallbusinessbc.ca ;

Témoignages

- *Maître Alain BOND, Avocat conseiller en relations industrielles agréé, Associé au cabinet Miller Thomson Pouliot SENCRL (www.millerthomson.com)*

Le climat des relations collectives du travail au Québec

Bien que le Québec soit la province canadienne connaissant le plus haut taux de syndicalisation, avec trois centrales syndicales très actives et impliquées dans la vie sociale et politique de la province, les conflits de travail, fréquents dans les années 60, 70 et 80, n'ont cessé de décroître en nombre depuis lors et sont maintenant devenus une situation d'exception.

Ainsi, 83,8 % des conventions collectives signées au cours de l'année 2007 dans le secteur privé l'ont été suite à une négociation directe entre les parties, sans l'intervention d'un conciliateur du ministère et sans arrêt de travail. Dans ce secteur, ce sont les industries manufacturières qui ont connu le nombre le plus élevé d'arrêts de travail ; par contre, ces arrêts n'ont touché que 4,3 % des salariés de ces industries ayant convenu d'une convention collective en 2007.

La plus forte proportion de salariés touchés par un arrêt de travail se retrouve dans les services publics. L'effet de ces arrêts de travail auprès de la population est toutefois limité. Au Québec, le secteur public (par exemple le secteur de l'enseignement public et des services de santé, et services sociaux) et les services publics (les municipalités, les entreprises de téléphone, de transport terrestre, de production, de transport et de distribution de gaz ou d'électricité, d'exploitation ou d'entretien d'un système d'aqueduc ou d'égout, de même que les entreprises d'incinération ou d'enlèvement de déchets...) connaissent des dispositions législatives contraignantes obligeant le maintien de services essentiels, de telle sorte que la santé ou la sécurité publique ne soit pas mise en péril. Malgré toute grève légale, les associations accréditées de salariés auront l'obligation de maintenir en poste le nombre jugé suffisant de salariés afin de protéger adéquatement la santé et la sécurité publique.

Au Québec, tout comme en moyenne dans l'ensemble du Canada, le nombre de jours/personne perdu en 2007 à cause d'un arrêt de travail continuait à démontrer une diminution dans le recours aux arrêts de travail (diminution de 6,8 % au Québec).

Les conventions collectives intervenues en 2007 au Québec, ont entraîné, tous secteurs confondus, une augmentation de salaire de l'ordre de 3,1 %.

Le congédiement et le licenciement

Le congédiement constitue une mesure imposée par l'employeur, pour un motif relié à une attitude ou à des gestes fautifs de l'employé. Que ce soit dans le cadre d'un milieu de travail syndiqué ou non, les organismes spécialisés, siégeant en application d'une législation relative aux normes du travail, ou les tribunaux réguliers, appelés à se prononcer dans le cadre de recours en dommages, exigeront de l'employeur d'avoir agi de façon progressive : des mesures disciplinaires successives et progressives,

B. Frais de dépôt de marques

Les frais relatifs à l'enregistrement des brevets, marques, dessins industriels, etc. sont disponibles sur le site Internet de l'OPIIC (www.opic.ic.gc.ca/epic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fr/accueil). Les frais de base exigés pour une demande d'enregistrement d'une marque de commerce s'élèvent à 250 CAD (300 CAD si la demande n'est pas effectuée en ligne), auxquels s'ajoutent 200 CAD pour le certificat d'enregistrement si la demande est acceptée.

C. Frais d'avocat

Les avocats facturent la plupart de leurs services sur une base horaire en fonction de leur expérience, du temps consacré à l'affaire, de la difficulté du dossier, etc. Le tarif horaire des avocats varie généralement entre 150 et 750 CAD.

D. Frais de financement

Entreprises Canada propose sur son site Internet plusieurs liens vers des calculateurs financiers permettant d'évaluer les frais liés à l'implantation au Canada :

- ▲ la calculatrice location ou achat : comparatif des coûts de location et d'achat de matériel ;
- ▲ la calculatrice des coûts d'emprunt ;
- ▲ le plan d'affaires interactif (aide notamment à établir des prévisions financières) ;
- ▲ l'infoguide sur le micro-crédit (zones rurales) ; etc.

Pour plus d'information : www.entreprisecanada.ca/epic/site/sof-sdf.nsf/fr/h_so03443f.html.

L'Agence de la consommation en matière financière offre le même type de services, notamment des informations sur les coûts des cartes de crédits et les prêts hypothécaires.

E. Coûts de location d'un bureau

Coûts de location de bureaux dans les principales villes canadiennes

Ville	Loyer net par pied carré annuel
Calgary	42,14 CAD
Montréal	17 CAD
Ottawa	25,69 CAD
Toronto	24,93 CAD
Vancouver	34 CAD

Source : *Office space across the world 2008*, Cushman & Wakefield.

Des coûts de main-d'œuvre et des taux d'imposition particulièrement concurrentiels

Selon une étude KPMG, « Choix concurrentiels 2008 », le Canada figure parmi les pays les plus attractifs en termes de coûts d'implantation. La France arrive en cinquième position derrière le Mexique, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

L'étude mesure l'impact de 27 facteurs de coûts importants susceptibles de varier selon l'emplacement de l'entreprise (main-d'œuvre, installations, transports, etc.), ainsi que des facteurs non économiques influant sur la compétitivité. Les coûts sont présentés pour 17 secteurs économiques dans 10 pays (Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Royaume-Uni, États-Unis).

Les coûts de la main-d'œuvre (avantages sociaux, cotisations), notamment, sont assez bas au Canada comparés aux pays européens. Les taux d'imposition comptent également parmi les plus avantageux. Le rapport peut être consulté sur le site Internet suivant : www.choixconcurrentiels.com/default.html.

Invest in Canada peut recourir au modèle développé par KPMG (service payant) afin d'évaluer les coûts d'implantation des entreprises étrangères au Canada. Cependant, un modèle d'évaluation des coûts d'implantation est actuellement développé pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et devrait être opérationnel d'ici novembre 2008.

CONTACTS

Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans cet ouvrage ont été vérifiées avec le plus grand soin. Le réseau des Missions économiques et Ubifrance ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements ou altérations.

A. Le réseau français d'appui au développement international

1. Structures d'appui en France

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi Direction générale du Trésor et de la Politique économique	193 rue de Bercy • Télédéc 529 • 75572 Paris Cedex 12 Tél. : 01 40 04 04 04 www.minefe.gouv.fr • www.exporter.gouv.fr
Directions régionales du Commerce extérieur	www.missioneco.org/drce
Ubifrance Agence française pour le développement international des entreprises Agnès LOPEZ, responsable juridique et fiscal, zone Amérique	77 boulevard Saint-Jacques • 75998 Paris Cedex 14 Tél. : 0 810 817 817 www.ubifrance.fr • Mél : accueillexport@ubifrance.fr Mél : agnes.lopez@ubifrance.fr
Assemblée des Chambres françaises de commerce et d'industrie	46 avenue de la Grande Armée • CS 50071 75858 Paris Cedex 17 Tél. : 01 40 69 37 00 • Fax : 01 47 20 61 28 www.acfci.cci.fr
Union des Chambres de commerce et d'Industrie françaises à l'étranger	2 rue Adolphe Julien • 75001 Paris Tél. : 01 55 65 39 21 www.uccife.org • Mél : infos@uccife.org

CONTACTS

Chambre de commerce France-Canada	5 rue de Constantine • 75 007 Paris Tél. : 01 43 59 32 38 www.ccfc-france-canada.com Mél : ccfc@ccfc-france-canada.com
Coface	12 cours Michelet • La Défense 10 92065 Paris La Défense Cedex 10 Tél. : 01 49 02 20 00 • Fax : 01 49 02 27 41 www.coface.fr
Oseo	27-31 avenue du général Lecler 94710 Maisons-Alfort Cedex www.oseo.fr

2. Structures d'appui au Canada

a. Le Service et les Missions économiques au Canada

Service économique de l'Ambassade de France à Ottawa Le Ministre Conseiller, Chef des Services économiques	42, promenade Sussex • Ottawa, Ontario K1M 2C9 Tél. : 613 789 5681 • Fax : 613 562 3766 www.missioneco.org/canada Mél : ottawa@missioneco.org
Mission économique de Montréal Le Conseiller économique et commercial	1501 McGill College • Bureau 1120 Montréal, Québec H3A 3M8 Tél. : 514 670 4000 • Fax : 514 670 4001 www.missioneco.org/canada Mél : montreal@missioneco.org
Mission économique de Toronto Le Conseiller économique et commercial	20 Queen Street West • Suite 2004 Toronto, Ontario M5H 3R3 Tél. : 416 977 1257 • Fax : 416 977 7944 www.missioneco.org/canada Mél : toronto@missioneco.org
Mission économique de Vancouver Le Conseiller économique et commercial	1130 West Pender Street • Suite 1102 Vancouver, Colombie-Britannique V6E 4A4 Tél. : 604 684 1271 • Fax : 604 684 2359 www.missioneco.org/canada Mél : vancouver@missioneco.org

b. Les acteurs français du commerce extérieur au Canada

Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF)	www.cncef.org/frontoffice/resultat.asp
Chambre de Commerce française au Canada (également sections à Québec, Dieppe et Toronto)	1819 René-Lévesque Ouest • Bureau 202 Montréal, Québec H3H 2P5 Tél. : 514 281 1246 • Fax : 514 289 9594 www.ccfcmntl.ca • Mél : accueil@ccfcmntl.ca
Entreprise Rhône-Alpes International (ERAI)	448 Place Jacques-Cartier • Montréal, Québec H2Y 3B3 Tél. : 514 288 8050 • Fax : 514 288 8090 www.eraf.ca • Mél : info@eraf.ca

Alsace International Contact : M. Frédéric Lhotellier	1751 rue Richardson • Bureau 8207 Montréal, Québec H3K 1G6 Tél. : 514 937 1863 • Fax : 514 937 9507 www.alsace-economy.com • alsaceinternational@adexia.ca
Comité d'expansion économique du Maine et Loire Contact : M. Yann Jadis	1751 rue Richardson • Bureau 8207 Montréal, Québec H3K 1G6 Tél. : 514 937 1754 • Fax : 514 937 9507 www.anjou.org Mél : anjou@adexia.ca
Bretagne International Contact : M. Fabrice Le Gonidec	6140 des Choucas • Laval, Québec H7L 6C7 Tél. : 450 625 6107 www.bretagne-international.com Mél. : dev.conseil@videotron.ca

B. Les administrations canadiennes

1. Administrations fédérales

a. Portails Internet généraux

Gouvernement du Canada	www.canada.gc.ca
Services d'annuaires gouvernementaux électroniques	http://direct.srv.gc.ca
Répertoire des lois et règlements codifiés du Canada	http://lois.justice.gc.ca
Service Canada	www.servicecanada.gc.ca

b. Ministères et organismes gouvernementaux

Affaires étrangères et Commerce International Canada	125 promenade Sussex • Ottawa, Ontario K1A 0G2 Tél. : 613 944 4000 • Fax : 613 996 9709 www.international.gc.ca
Agence canadienne d'inspection des aliments (siège social)	59 promenade Camelot • Ottawa, Ontario K1A 0Y9 Tél. : 613 225 2342 • Fax : 613 228 6601 www.inspection.gc.ca
Agence de la consommation en matière financière	427 avenue Laurier Ouest • 6 ^e étage Ottawa, Ontario K1R 1B9 Tél. : 613 996 5454 • Fax : 613 941 1436 www.fcac-acfc.gc.ca
Agence de promotion économique du Canada Atlantique (siège social)	Centre Croix Bleue, 3 ^e étage • 644 rue Main CP 6051 Moncton, Nouveau-Brunswick E1C 9J8 Tél. : 506 851 2271 • Fax : 506 851 7403 • www.acoa.ca
Agence de Revenu du Canada	www.cra-arc.gc.ca
Agence des services frontaliers du Canada	Agence des services frontaliers du Canada Ottawa, Ontario K1A 0L8 Tél. : 204 983 3700 (appels de l'extérieur du Canada) www.cbsa-asfc.gc.ca • Mél : CBSA-ASFC@canada.gc.ca

CONTACTS

Agence spatiale canadienne (siège social)	Centre spatial John H. Chapman • 6767 route de l'Aéroport Saint-Hubert, Québec J3Y 8Y9 Tél. : 450 926 4800 • Fax : 450 926 4352 • www.space.gc.ca
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Édifice Sir-John-Carling • 930 avenue Carling Ottawa, Ontario K1A 0C7 Tél. : 613 759 1000 • Fax : 613 759 7977 www.agr.gc.ca • Mél : info@agr.gc.ca
Banque du Canada	234 rue Wellington • Ottawa, Ontario K1A 0G9 Tél. : 1 800 303 1282 • Fax : 613 782 7713 www.banqueducanada.ca • Mél : info@banqueducanada.ca
Banque de développement du Canada	Édifice de la BDC • 5 Place Ville Marie • Bureau 400 Montréal, Québec H3B 5E7 Tél. : 1 877 232 2269 • Fax : 1 877 329 9232 • www.bdc.ca
Bureau de la concurrence (siège social)	50 rue Victoria • Gatineau, Québec, K1A 0C9 Tél. : 819 997 4282 • Fax : 819 997 0324 www.competitionbureau.gc.ca Mél : burconcurrence@bc-cb.gc.ca
Bureau du surintendant des institutions financières (également bureaux régionaux à Toronto, Montréal et Vancouver)	255 rue Albert • Ottawa, Ontario K1A 0H2 Tél. : 613 990 7788 www.osfi-bsif.gc.ca • information@osfi-bsif.gc.ca
Conseil national de recherches du Canada	1200, chemin de Montréal • Édifice M-58 Ottawa, Ontario K1A 0R6 Tél. : 613 993 9101 • Fax : 613 952 9907 www.nrc-cnrc.gc.ca • Mél : info@nrc-cnrc.gc.ca
Corporations Canada (également bureaux à Montréal, Toronto et Vancouver)	365 avenue Laurier Ouest • 9 ^e étage Tour Jean-Edmonds Sud Ottawa, Ontario K1A 0C8 Tél. : 613 941 9042 • Fax : 613 941 0601 http://corporationscanada.ic.gc.ca
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (également bureaux à Edmonton, Calgary, Vancouver, Winnipeg et Saskatoon)	Immeuble Gillin • 141 avenue Laurier Ouest • Bureau 500 Ottawa, Ontario K1P 5J3 Tél. : 613 952 2768 • Fax : 613 952 9384 www.wd.gc.ca
Environnement Canada	70 rue Crémazie • Gatineau, Québec K1A 0H3 Tél. : 819 997 2800 • Fax : 819 994 1412 www.ec.gc.ca • Mél : enviroinfo@ec.gc.ca
Entreprises Canada	Tél. : 1 888 576 4444 • Fax : 1 888 417 0442 www.entreprisescanada.ca
Finances Canada	140 rue O'Connor • 19 ^e étage tour Est Ottawa, Ontario K1A 0G5 Tél. : 613 992 1573 www.fin.gc.ca • Mél : consltcomm@fin.gc.ca
Citoyenneté et Immigration Canada	www.cic.gc.ca
Industrie Canada	Édifice C.D.-Howe • 235 rue Queen Ottawa, Ontario K1P 5G8 Tél. : 613 954 5031 • Fax : 613 954 2340 www.ic.gc.ca • Mél : info@ic.gc.ca
Instituts de recherche en santé du Canada	160 rue Elgin • 9 ^e étage • Indice de l'adresse 4809A Ottawa, Ontario K1A 0W9 Tél. : 613 941 2672 • Fax : 613 954 1800 www.cihr-irsc.gc.ca • Mél : info@irsc-cihr.gc.ca
Invest in Canada	www.investincanada.gc.ca

Justice Canada	284 rue Wellington • Ottawa, Ontario K1A 0H8 Tél. : 613 957 4222 • Fax : 613 954 0811 www.justice.gc.ca • Mél. : webadmin@justice.gc.ca
Office de la propriété intellectuelle du Canada	Place du Portage I • 50 rue Victoria • Bureau C-114 Gatineau, Québec K1A 0C9 Tél. : 1 866 997 1936 • Fax : 1 819 953 7620 www.opic.ic.gc.ca • Mél. : opic.contact@ic.gc.ca
Patrimoine Canada (siège social)	15 rue Eddy • Gatineau, Québec K1A 0M5 Tél. : 819 997 0055 • www.pch.gc.ca
Pêche et Océans Canada	200 rue Kent • 13 ^e étage poste 13E228 Ottawa, Ontario K1A 0E6 Tél. : 613 993 0999 • Fax : 613 990 1866 www.dfo-mpo.gc.ca • Mél. : info@dfo-mpo.gc.ca
Ressources humaines et Développement Canada	www.rhdsc.gc.ca
Ressources naturelles Canada	Tél. : 613 995 0947 www.nrcan.gc.ca • Mél. : questions@nrcan.gc.ca
Société d'assurance dépôts du Canada	50, rue O'Connor • 17 ^e étage • CP 2340 succursale D Ottawa, Ontario K1P 5W5 Tél. : 1 800 461 7232 • Fax : 613 996 6095 www.sadc.ca • Mél. : info@sadc.ca
Statistique Canada	100 promenade Tunney's Pasture • Ottawa, Ontario K1A 0T6 Tél. : 613 951 8116 • Fax : 613 951 0581 www.statcan.ca Mél. : infostats@statcan.ca
Transports Canada	330 rue Sparks • Ottawa, Ontario K1A 0N5 Tél. : 613 990 2309 • Fax : 613 954 4731 www.tc.gc.ca • Mél. : CommentairesWeb@tc.gc.ca
Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada	11 rue Laurier • PDP III • Gatineau, Québec K1A 0S5 Tél. : 1 800 622 6232 • Fax : 819 956 9062 www.tpsgc-pwgsc.gc.ca • Mél. : questions@tpsgc.gc.ca

2. Administrations provinciales

Listes non exhaustives, fournies à titre indicatif. Ces listes ne sauraient engager la responsabilité des Services économiques au Canada.

a. Portail Internet des gouvernements provinciaux

Gouvernement de l'Alberta	http://alberta.ca
Gouvernement de Colombie-Britannique	www.gov.bc.ca
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard	www.gov.pe.ca
Gouvernement du Manitoba	www.gov.mb.ca
Gouvernement de Nouvelle-Écosse	www.gov.ns.ca
Gouvernement du Nouveau-Brunswick	www.gnb.ca
Gouvernement de l'Ontario	www.gov.on.ca
Gouvernement du Québec	www.gouv.qc.ca
Gouvernement de la Saskatchewan	www.gov.sk.ca
Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador	www.gov.nf.ca

CONTACTS

b. Colombie-Britannique

Répertoire téléphonique du gouvernement de la Colombie-Britannique	www.dir.gov.bc.ca
Répertoire des lois et règlements codifiés de la Colombie-Britannique	www.qp.gov.bc.ca/statreg/default.htm
Service BC	www.servicebc.gov.bc.ca
Ministry of Small Business and Revenue	PO Box 9432 STN Prov Govt Victoria, Colombie-Britannique V8W 9N6 www.gov.bc.ca/sbr • Tél : MSBROffice@gov.bc.ca
Ministry of Labour and Citizens' services	PO Box 9594 STN Prov Govt Victoria, Colombie-Britannique V8W 9K4 Tél. : 604 660 2421 www.gov.bc.ca/lcs • Tél : EnquiryBC@gov.bc.ca
Attorney General	PO Box 9206 STN Prov Govt Victoria, Colombie-Britannique V8W 9J1 Tél. : 250 387 4965 • Fax : 250 387 4966 www.gov.bc.ca/ag/index.html
Invest British-Columbia Contact : M. Michael Track	999 Canada Place • Suite 730 Vancouver, Colombie-Britannique V6C 3E1 Tél. : 604 775 2202 • Fax : 604 775 2070 www.investbc.com
Société de développement économique de la Colombie-Britannique	220-1555 7 ^e avenue Ouest Vancouver, Colombie-Britannique V6J 1S1 Tél. : 604 732 3534 • Fax : 604 732 3516 www.sdecb.com • Tél : info@sdecb.com
International Financial Center British-Columbia	666 Burrard Street • Suite 1170 Park Place Vancouver, Colombie-Britannique V6C 2X8 Tél. : 604 683 6626 • Fax : 604 683 6646 www.ifcbc.com

c. Alberta

Répertoire téléphonique du gouvernement de l'Alberta	http://alberta.ca/home/directory.cfm
Répertoire des lois et règlements codifiés de l'Alberta	www.qp.gov.ab.ca
Service Alberta	www.servicealberta.gov.ab.ca
Alberta Employment, Immigration and Industry	Tél. : 1 866 644 5135 http://employment.alberta.ca Tél : eii.communications@gov.ab.ca
Alberta Justice	9833 - 109 Street • 3rd floor Bowker Building Edmonton, Alberta, T5K 2E8 Tél. : 780 427 2745 • www.justice.gov.ab.ca
Alberta Finance and Enterprise	9515 - 107 Street • Room 426 Terrace Building Edmonton, Alberta, T5K 2C3 Tél. : 780 427 3035 • Fax : 780 427 1147 www.finance.alberta.ca

d. Ontario

Répertoire téléphonique du gouvernement de l'Ontario	www.infogo.gov.on.ca/infogo/mainPage.do
Répertoire des lois et règlements codifiés de l'Ontario	www.e-laws.gov.on.ca
Service Ontario	www.serviceontario.ca
Ministère du Développement économique et du Commerce	900 rue Bay • 8 ^e étage Édifice Hearst Toronto, Ontario M7A 2E1 Tél. : 416 325 6666 • Fax : 416 325 6688 www.ontario-canada.com • Mél : info@edt.gov.on.ca
Ministère du Travail (bureau principal)	400 avenue University • 14 ^e étage Toronto, Ontario M7A 1T7 Tél. : 416 326 7400 • Fax : 416 326 7406 www.labour.gov.on.ca
Ministère du Procureur général	Édifice McMurtry-Scott • 720 rue Bay • 11 ^e étage Toronto, Ontario M5G 2K1 Tél. : 416 326 2220 • Fax : 416 326 4007 www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca
Greater Toronto Marketing Alliance	25 Adelaide Street East • Suite 811 Toronto, Ontario M5C 3A1 Tél. : 416 360 7320 • Fax : 416 360 7731 www.greatertoronto.org

e. Québec

Répertoire téléphonique du gouvernement du Québec	www.reptel.gouv.qc.ca
Répertoire des lois et règlements codifiés du Québec	www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca
Service Québec	www.gouv.qc.ca/portail/quebec/servicesquebec
Autorité des marchés financiers (également bureau à Montréal)	Place de la Cité tour Cominar • 2640 Boulevard Laurier Bureau 400 Québec, Québec G1V 5C1 Tél. : 418 525 0337 • Fax : 418 525 9512 www.lautorite.qc.ca
Ministère de du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	www.mdeie.gouv.qc.ca
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	425, rue Saint-Amable • RC 175 • Québec, Québec G1R 4Z1 Tél. : 1 888 643 4721 www.mess.gouv.qc.ca
Ministère de la Justice	Édifice Louis-Philippe-Pigeon • 1200, route de l'Église Québec, Québec G1V 4M1 Tél. : 418 643 5140 www.justice.gouv.qc.ca Mél : informations@justice.gouv.qc.ca
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	www.micc.gouv.qc.ca
Investissement Québec	www.investquebec.com

CONTACTS

Régie des rentes du Québec	Case postale 5200 • Québec, Québec G1K 7S9 Tél. : 418 643 5185 • www.rrq.gouv.qc.ca
Revenu Québec	www.revenu.gouv.qc.ca
Montréal International	380 rue Saint-Antoine Ouest • Bureau 8000 Montréal, Québec H2Y 3X7 Tél. : 514 987 8191 • Fax : 514 987 1948 www.montrealinternational.com Mél : info@montrealinternational.com
Agence des partenariats public-privé du Québec (également un bureau à Québec)	500 boulevard René-Lévesque Ouest 6 ^e étage bureau 6 400 Montréal, Québec H2Z 1W7 Tél. : 514 873 2356 • Fax : 514 873 2383 www.ppp.gouv.qc.ca • Mél : informations@ppp.gouv.qc.ca

3. Services officiels canadiens en France

Services de l'Ambassade du Canada en France	35 avenue Montaigne • 75008 Paris Tél. : 01 44 43 29 00 • www.amb-canada.fr
Délégation générale du Québec à Paris	66 rue Pergolèse • 75116 Paris Tél. : 01 40 67 85 00 • Fax : 01 40 67 85 09 www.quebec.fr • Mél : qc.paris@mri.gouv.qc.ca
Bureau de l'immigration du Québec	87-89 rue de la Boétie • 75008 Paris Tél. : 01 53 93 45 45 • Fax : 01 53 93 45 40 Mél : biq.paris@mri.gouv.qc.ca
Représentation de l'Ontario à Paris	35 avenue Montaigne • 75008 Paris Tél. : 01 44 43 23 62 Mél : stefan.mazareanu@international.gc.ca

C. Cabinets d'avocats

Listes non exhaustives, fournies à titre indicatif. Ces listes ne sauraient engager la responsabilité des Services économiques au Canada.

1. Colombie-Britannique

Roper Greyell LLP	800 Park Place • 666 Burrard Street Vancouver, Colombie-Britannique V6C 3P3 Tél. : 604 806 0922 • Fax : 604 806 0933 www.ropergreyell.com • Mél : info@ropergreyell.com
Quinlan Abrioux	808 Nelson Street • Suite 1401 Vancouver, Colombie-Britannique V6Z 2H2 Tél. : 604 687 3711 • Fax : 604 687 3741 www.qalaw.com • Mél : pabrioux@qalaw.com
Clark Wilson LLP	885 West Georgia Street • Suite 800 Vancouver, Colombie-Britannique V6C 3H1 Tél. : 604 687 5700 • Fax : 604 687 6314 • www.cwilson.com

Koffman Kalef LLP	885 West Georgia Street • Suite 1900 Vancouver, Colombie-Britannique V6C 3H4 Tél. : 604 891 3688 • Fax : 604 891 3788 www.kkbl.com • Mél : info@kkbl.com
Alexander Holburn Beaudin & Lang LLP	700 West Georgia Street • Suite 2700 Vancouver, Colombie-Britannique V7Y 1B8 Tél. : 604 484 1700 • Fax : 604 484 9700 www.ahbl.ca

2. Alberta

Borden Ladner Gervais LLP (également bureaux à Vancouver, Ottawa, Toronto, Waterloo et Montréal)	1000 Canterra Tower • 400 Third Avenue SW Calgary, Alberta T2P 4H2 Tél. : 403 232 9500 • Fax : 403 266 1395 www.blgcanada.com
MacLeod Dixon LLP (également bureau à Toronto)	3700 Canterra Tower • 400 Third Avenue SW Calgary, Alberta T2P 4H2 Tél. : 403 267 8222 • Fax : 403 264 5973 www.macleoddixon.com
Bennett Jones LLP (également bureau à Toronto et Edmonton)	4500 Bankers Hall East • 855 2nd Street SW Calgary, Alberta T2P 4K7 Tél. : 403 298 3100 • Fax : 403 265 7219 www.bennettjones.ca

3. Ontario

Amsterdam & Peroff	35 Alvin Avenue • Toronto, Ontario M4T 2A7 Tél. : 416 367 4100 • Fax : 416 367 0076 www.amsterdandperoff.com
Bédard Avocat M. Jean Bédard	159 Wellington Street • Suite 2 • PO Box 695 Kingston, Ontario K7L 4X1 Tél. : 613 542 3552 • Fax : 613 887 2778 www.bedardlegal.com • Mél : jb@bedardlegal.com
Cassels Brock & Blackwell LLP	40 King Street West • Scotia Plaza • Suite 2100 Toronto, Ontario M5H 3C2 Tél. : 416 869 5300 • Fax : 416 360 8877 www.casselsbrock.com
Fasken Martineau (également bureaux à Calgary, Ottawa, Montréal, Québec et Vancouver)	66 Wellington Street West • Suite 4200 Toronto Dominion Bank Tower • Box 20 Toronto-Dominion Centre Toronto, ON M5K 1N6 Tél. : 416 366 8381 • Fax : 416 364 7813 www.fasken.com • Mél : toronto@fasken.com
Cabinet Jacques Gauthier	77 Bloor Street West • Suite 1700 Toronto, Ontario M5S 1M2 Tél. : 416 927 0943

CONTACTS

Gowling Lafleur Henderson LLP (également bureaux à Montréal, Ottawa, Kanata, Hamilton Région de Waterloo, Calgary et Vancouver)	1 First Canadian Place • 100 King Street West • Suite 1600 Toronto, Ontario M5X 1G5 Tél. : 416 862 7525 • Fax : 416 862 7661 • www.gowlings.com
Greenberg Turner Contact : M. Howard D. Greenberg	401 Bay Street • Suite 3000 • Toronto, Ontario M5H 2Y4 Tél. : 416 943 0288 • Fax : 416 943 0289 www.gt-hrlaw.com • Mél : hgreenberg@gt-hrlaw.com
Cabinet Lette M. Bernard Lette Mme Marie-Christine Meyer (également bureau à Montréal)	20 Queen Street West • Suite 3300 • Box 33 Toronto, Ontario M5H 3R3 Tél. : 416 971 4848 • Fax : 416 971 4849 www.lette.com Mél : blette@lette.com • mmeyer@lette.com
McCarthy Tétrault (également bureaux à Calgary, Montréal, Ottawa, Québec, Vancouver)	Suite 5300 • TD Bank Tower • Toronto Dominion Centre Toronto, Ontario M5K 1E6 Tél. : 416 362 1812 • Fax : 416 868 0673 www.mccarthytravail.ca
Ogilvy Renault (également bureau à Montréal, Ottawa, Québec)	Bureau 3800 • Royal Bank Plaza, Tour sud • 200 Bay Street PO Box 84 • Toronto, Ontario M5J 2Z4 Tél. : 416 216 4000 • Fax : 416 216 3930 www.ogilvyrenault.com • Mél : toronto@ogilvyrenault.com
Steinberg Morton Hope & Israel LLP M. Taras Kulish	5255 Yonge Street • Suite 1100 • Toronto, Ontario M2N 6P4 Tél. : 416 225 2777 • Fax : 416 225 7112 www.smhilaw.com • Mél : tkulish@smhilaw.com
Stikeman Elliott LLP SENCRL M. Jeff Brown M. Jean Carrier (également bureaux à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver)	50 rue O'Connor • bureau 1600 • Ottawa, Ontario K1P 6L2 Tél. : 613 234 4555 • Fax : 613 230 8877 www.stikeman.com Méls : JBrown@stikeman.com • jcarrier@stikeman.com

4. Québec

BCF Avocats SENCRL Contacts : M. Mario Charpentier Mme Julie Lessard (également bureau à Québec)	1100 Boulevard René-Lévesque Ouest • 25 ^e étage Montréal, Québec H3B 5C9 Tél. : 514 397 8500 • Fax : 514 397 8515 www.bcf.ca • Méls : pmc@bcf.ca • julie.lessard@bcf.ca
Brouillette & Associés M. Robert Brouillette Mme Chantal Beauchamp	1550 rue Metcalfe • Bureau 800 • Montréal, Québec H3A 1X6 Tél. : 514 395 8500 • Fax : 514 395 8554 www.brouillette.ca Méls : rb@brouillette.ca • cb@brouillette.ca
Cain Lamarre Casgrain Wells SENCRL M. Pierre F. Delorme Mme Suzanne-Hélène Desaulniers (plusieurs bureaux au Québec)	630 Boulevard René-Lévesque Ouest • Bureau 2780 Montréal, Québec H3B 1S6 Tél. : 514 393 4580 • Fax : 514 393 9590 www.clcw.qc.ca Méls : info@clcw.qc.ca • pierref.delorme@clcw.qc.ca Mél : suzanneh.desaulniers@clcw.qc.ca
Davies Ward Phillips & Vineberg M. Peter Mendell (également bureau à Toronto)	1501 avenue McGill College • 26 ^e étage Montréal, Québec H3A 3N9 Tél. : 514 841 6400 • Fax : 514 841 6499 www.dwpv.com Méls : accueil@dwpv.com • pmendell@dwpv.com

Ferland Marois Lanctot M. Jean Lanctot M. Jean-Marc Ferland M. Jean Marois	1080 Côte du Beaver Hall • Suite 1610 Montréal, Québec H2Z 1S8 Tél. : 514 861 1110 • Fax : 514 861 1310 • www.fml.ca Méls : info@fml.ca • jlanctot@fml.ca • ferland@fml.ca jmarois@fml.ca
François Boscher Avocat M. François Boscher	1819 Boulevard René-Lévesque Ouest • Bureau 314 Montréal, Québec H3H 2P5 Tél. : 514 935 8361 • Fax : 514 935 8847 Mél : boscher@qc.aira.com
Gottlieb & Pearson M. Charles Bedard M. Bernard Colas (également bureau à Toronto)	2020 University Street • Bureau 1920 Montréal, Québec H3A 2A5 Tél. : 514 288 1744 • Fax : 514 288 6629 www.gottliebpearson.com Méls : admin@gottliebpearson.com • bcolas@colas.ca
Joli-Cœur, Lacasse, Geoffrion, Jetté, St-Pierre Avocats SENCRL M. François-Xavier Simard M. Marc Leclerc M. Stéphane Minson (également bureaux à Québec et Trois-Rivières)	2001 avenue McGill College • Bureau 900 Montréal, Québec H3A 1G1 Tél. : 514 871 2800 • Fax : 514 871 3933 www.jolicoeurlacasse.com Mél : communications@jolicoeurlacasse.com Mél : fx.simard@jolicoeurlacasse.com Mél : marc.leclerc@jolicoeurlacasse.com Mél : stephane.minson@jolicoeurlacasse.com
Langlois Kronström Desjardins Contacts : M. Marc-André Sansregret et M. William D. Hart (également bureaux à Lévis et Québec)	Tour Scotia • 1002 rue Sherbrooke Ouest • 28 ^e étage Montréal, Québec H3A 3L6 Tél. : 514 842 9512 • Fax : 514 845 6573 www.lkd.ca Méls : info@lkd.ca • marc-andre.sansregret@lkd.ca Mél : william.hart@lkd.ca
Legault Joly Thiffault Avocats Mme Lyne Robichaud M. Christian Joly	380 rue Saint-Antoine Ouest • Centre de Commerce Mondial Bureau 7100 • Montréal, Québec H2Y 3X7 Tél. : 514 842 8891 • Fax : 514 842 6202 • www.ljt.ca Méls : info@ljt.ca • lyne.robichaud@ljt.ca christian.joly@ljt.ca
McMillan LLP M. Max Mendelsohn M. Andrew Etcovitch M. David L. Rosentzveig Mme Joyce Cornfield-Mazur (également bureau à Toronto)	1000 rue Sherbrooke Ouest • Bureau 2700 Montréal, Québec H3A 3G4 Tél. : 514 987 5000 • Fax : 514 987 1213 www.mcmillan.ca • Mél : info@mcmillan.ca Méls : max.mendelsohn@mcmillan.ca andrew.etcovitch@mcmillan.ca Mél : david.rosentzveig@mcmillan.ca joyce.mazur@mcmillan.ca
Miller Thomson Pouliot SENCRL M. Normand Royal M. Alain Bond Mme Béatrice Arronis M. Alexandre Ajami M. Richard Fontaine (également 8 bureaux au Canada, dont Toronto, Vancouver et Calgary)	1155 Boulevard René-Lévesque Ouest • Tour CIBC • 31 ^e étage Montréal, Québec H3B 3S6 Tél. : 514 875 5210 • Fax : 541 875 4308 www.millerthomson.com • Mél : info@ millerthomsonpouliot.com Mél : nroyal@millerthomsonpouliot.com Mél : abond@millerthomsonpouliot.com Mél : barronis@millerthomsonpouliot.com Mél : aajami@millerthomsonpouliot.com Mél : rfontaine@millerthomsonpouliot.com

CONTACTS

Robic M. Hugues Richard	1001, Square-Victoria • Bloc E • 8 ^e étage Montréal, Québec H2Z 2B7 Tél. : 514 987 6242 • Fax : 514 845 7874 www.robic.ca • Mél : info@robic.com • richard@robic.com
--	--

D. Banques

1. Les principales banques locales (sièges sociaux)

Banque Royale du Canada	200 rue Bay • Plaza Royal Bank • Toronto, Ontario M5J 2J5 www.banqueroyale.com
Groupe financier Banque TD	PO Box 1 • Toronto-Dominion Centre Toronto, Ontario M5K 1A2 www.td.com
Banque Scotia	Scotia Plaza • 44 King Street West Toronto, Ontario M5H 1H1 www.scotiabank.com
CIBC	Cour Commerce Ouest • 199 rue Bay Toronto, Ontario M5L 1A2 www.cibc.com
BMO Groupe Financier	100 King Street West • First Canadian Place Toronto, Ontario M5X 1A1 • www4.bmo.com
Banque nationale du Canada	Tour de la Banque nationale 600 rue de la Gauchetière Ouest Montréal, Québec H3B 4L2 • www.bnc.ca

2. Les banques françaises implantées au Canada

BNP Paribas Canada (également bureaux à Toronto et Vancouver)	1981 avenue McGill College • Montréal, Québec H3A 2W8 Tél. : 514 285 6000 • Fax : 514 285 6278 www.bnpparibas.ca Mél : bnpp.canada@americas.bnpparibas.com
Société Générale Corporate and Investment banking (également bureaux à Toronto et Calgary)	1501 avenue McGill College • Suite 1800 Montréal, Québec H3A 3M8 Tél. : 514 841 6000 • Fax : 514 841 6250 www.sgcib.com
Calyon	2000 avenue McGill College • Suite 1900 Montréal, Québec H3A 3H3 Tél. : 514 982 6200 • Fax : 514 982 6298 www.calyon.com
Dexia Crédit Local Canada	800 Square Victoria • Bureau 1620 • CP 201 Montréal, Québec H4Z 1E3 Tél. : 514 868 1200 www.dexia.com

N.M. Rothschild and Sons Ltd.	BCE Place Canada Trust Power • 161 Bay Street • Suite 3150 PO Box 206 • Toronto, Ontario M5X 1B1 Tél. : 416 369 9600 • Fax : 416 864 1261 www.rothschild-cie.fr
--------------------------------------	---

E. Associations professionnelles

Association des Banquiers canadiens (également bureaux à Montréal et Ottawa)	PO Box 348 • Suite 3000 • Commerce Court West 199 Bay Street Toronto, Ontario M5L 1G2 Tél. : 416 362 6092 • Fax : 416 362 7705 • http://cba.ca
Association canadienne du capital de risque et d'investissement	MaRS Centre • Heritage Building • 101 College Street Suite 120 J Toronto, Ontario M5G 1L7 Tél. : 416 487 0519 • Fax : 416 4875899 www.cvca.ca • Mél : cvca@cvca.ca
Association du Barreau canadien (bureau national)	865, avenue Carling • Bureau 500 • Ottawa, Ontario K1S 5S8 Tél. : 613 237 2925 • Fax : 613 237 0185 www.cba.org • Mél : info@cba.org
Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (également Institut canadien d'information juridique)	Constitution Square • 360 rue Albert • Bureau 1700 Ottawa, Ontario K1R 7X7 Tél. : 613 236 7272 • Fax : 613 236 7233 www.flsc.ca • Mél : info@flsc.ca
Institut canadien des comptables agrés	277 rue Wellington Ouest • Toronto, Ontario M5V 3H2 Tél. : 416 977 3222 • Fax : 416 977 8585 • www.icca.ca

➤ Les titres « S'implanter » disponibles

- Afrique du Sud
- Algérie
- Allemagne
- Argentine
- Australie, Nouvelle-Zélande
- Belgique
- Brésil
- Bulgarie
- Chili
- Chine
- Corée du Sud
- Croatie
- Danemark
- Égypte
- Espagne
- États-Unis
- Grèce
- Hong Kong
- Hongrie
- Inde
- Indonésie
- Irlande
- Italie
- Japon
- Liban
- Madagascar
- Malaisie
- Maroc
- Maurice
- Mexique
- Pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie)
- Pays-Bas
- Pays du Golfe (Arabie Saoudite, Bahrein, Émirats Arabes Unis, Koweït, Oman, Qatar)
- Philippines
- Pologne
- Portugal
- République tchèque
- Roumanie
- Royaume-Uni
- Russie
- Sénégal
- Singapour
- Slovaquie (+ addendum)
- Slovénie
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Taïwan
- Thaïlande
- Tunisie
- Turquie
- Ukraine
- Vietnam

➤ Pour commander

Par courrier : Ubifrance Service Clients – BP 60708 – 13572 Marseille Cedex 02

Par fax : 04 96 17 26 73

Par Internet : www.ubifrance.fr/librairie

(téléchargez directement vos ouvrages et achetez en ligne)

Sur place : Librairie du Commerce International – 71-77, bd St Jacques – Paris XIV^e

Tél. : 01 40 73 34 60 – Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 18 h

Métro ou RER Denfert-Rochereau

➤ Pour s'informer sur les prestations Ubifrance et aller plus loin dans votre démarche

Par mél : accueilcommercial@ubifrance.fr – agnes.lopez@ubifrance.fr

Par téléphone : 01 40 73 33 00 – 01 40 73 35 20

➤ Pour contacter la Mission économique au Canada

Mission économique d'Ottawa

42, Sussex Drive - K1M 2C9 OTTAWA - ON

Tél. : (1 613) 789 56 81 – Fax : (1 613) 562 37 66

www.missioneco.org/canada – ottawa@missioneco.org

Réalisation


Éditions
UBIFRANCE